



DEMANDE D’AGRÉMENT DE JEUX OU DE PARIS EN LIGNE

FORMULAIRE DE VÉRIFICATION DES PIÈCES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le présent formulaire fait partie du dossier de demande d’agrément. Sauf mention contraire, les documents listés ci-après sont nécessaires à la complétude de ce dossier, lequel ne pourra être instruit en leur absence.

Nom du demandeur : ……………………………………………………………………………………………

Type d’agrément demandé : ……………………………………………………………………………………

***Contact pendant l’instruction***

Nom et prénom : …………………………………………………………………………………………

Adresse : …………………………………………………………………………………………………

Téléphone : ………………………………………………………………………………………………

Courriel : …………………………………………………………………………………………………

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Pièce à fournir | Référence du document ou « NA » le cas échéant | Page dans le dossier ou « NA » le cas échéant |
| Exemplaire original du formulaire de demande d’agrément – référence ARJEL DAS-F001v2 | Réf. | Page |
| Exemplaire original du formulaire de tableaux financiers – référence ARJEL DAS-F002v2 | Réf. | Page |
| Exemplaire original du formulaire d'engagement de donner accès aux représentants de l'ARJEL au frontal DAS-F003v1 | Réf. | Page |
| Exemplaire original du formulaire de vérification des pièces DAS-F004v2 | Réf. | Page |
| Exemplaire supplémentaire du formulaire de demande d’agrément | Réf. | Page |
| Exemplaire supplémentaire du formulaire de demande d’agrément | Réf. | Page |
| Exemplaire supplémentaire du formulaire de tableaux financiers | Réf. | Page |
| Exemplaire supplémentaire du formulaire de tableaux financiers | Réf. | Page |
| Copies numériques des parties juridiques et financières du dossier de demande d’agrément, formulaires inclus (sous la forme de 5 CD ou DVD) | Réf. | Page |
| **Informations personnelles pour les personnes physiques ou les sociétés en participation** |  |  |
| Plaquette de présentation du demandeur (élément facultatif) | Réf. | Page |
| Copie des pièces d’identité des personnes physiques propriétaires, extraits Kbis (ou équivalents) des personnes morales propriétaires | Réf. | Page |
| Le cas échéant, copie du contrat de société en participation | Réf. | Page |
| Numéros SIRET (ou équivalents) des propriétaires s’il s’agit d’une société en participation | Réf. | Page |
| Justificatifs de domicile du ou des propriétaires | Réf. | Page |
| Statuts des personnes morales propriétaires, s’il s’agit d’une société en participation | Réf. | Page |
| Document justifiant du siège social des propriétaires, des filiales et des sociétés détenant le contrôle desdits propriétaires, s’il s’agit d’une société en participation | Réf. | Page |
| Déclarations fiscales du demandeur et, s’il s’agit d’une société en participation, de ses associés et des filiales de ceux-ci | Réf. | Page |
| Le cas échéant, copie des condamnations mentionnées au 3.1 du cahier des charges | Réf. | Page |
| Le cas échéant, copie des décisions de sanction prononcées à son encontre par la commission des sanctions de l’ARJEL | Réf. | Page |
| Tableau de répartition des effectifs directement affectés à l’activité faisant l’objet de la demande, avec précision de leur localisation géographique et des entités auxquelles ils sont fonctionnellement et contractuellement rattachés | Réf. | Page |
| Le cas échéant, copies des agréments dont l’opérateur, ou toute autre entité appartenant au même groupe que le demandeur, est titulaire dans d’autres Etats | Réf. | Page |
| Si le demandeur exerce une activité d’opérateur dans son Etat d’établissement : synthèse de l’état du droit applicable et du régime de contrôle de l’activité de jeux ou de paris en ligne ainsi que les sanctions qui leur sont attachées (cf. 3.4 du cahier des charges) | Réf. | Page |
| **Informations personnelles pour les personnes morales** |  |  |
| Plaquette de présentation du demandeur (élément facultatif) | Réf. | Page |
| Extrait Kbis (ou équivalent) | Réf. | Page |
| Statuts | Réf. | Page |
| Toute autre pièce de nature à justifier de l'existence, du lieu du siège social ainsi que de la forme juridique du demandeur | Réf. | Page |
| Copies des pièces d’identité des dirigeants et mandataires sociaux | Réf. | Page |
| Justificatifs de domicile des dirigeants et mandataires sociaux | Réf. | Page |
| Organigramme nominatif de la direction de la société | Réf. | Page |
| Le cas échéant, copie des condamnations mentionnées au 3.2 du cahier des charges | Réf. | Page |
| Le cas échéant, copie des décisions de sanction prononcées par la commission des sanctions de l’ARJEL (société, dirigeants) | Réf. | Page |
| *Le cas échéant, informations relatives à la ou aux personnes qui contrôlent, directement ou indirectement, au sens de l’article L. 233-16 du Code de commerce, le demandeur :* | Réf. | Page |
| - Justificatifs de la nature du contrôle : participations, statuts, pacte d’actionnaire, contrat aménageant les relations entre actionnaires, etc. | Réf. | Page |
| - Justificatif du lieu d'établissement de toute personne physique ou morale exerçant un contrôle sur le demandeur : existence et lieu du siège social | Réf. | Page |
| - Schéma détaillé du groupe auquel le demandeur appartient (en précisant les liens entre les sociétés du groupe ainsi que les pourcentages de détention du capital social et des droits de vote correspondants) | Réf. | Page |
| Le cas échéant : Justificatifs de l'existence et du lieu du siège social des filiales du demandeur (extraits Kbis ou équivalents, statuts) | Réf. | Page |
| Tableau de répartition des effectifs directement affectés à l’activité faisant l’objet de la demande, avec précision de leur localisation géographique et des entités auxquelles ils sont fonctionnellement et contractuellement rattachés | Réf. | Page |
| Le cas échéant, des agréments dont l’opérateur, ou toute autre entité appartenant au même groupe que le demandeur, est titulaire dans d’autres Etats | Réf. | Page |
| Le cas échéant, si le demandeur exerce une activité d’opérateur dans son Etat d’établissement : synthèse de l’état du droit applicable et du régime de contrôle de l’activité de jeux ou de paris en ligne ainsi que les sanctions qui leur sont attachées (cf. 3.4 du cahier des charges) | Réf. | Page |
| **Informations économiques, financières et comptables** |  |  |
| *Note : si, du fait d’une création récente, le demandeur n’est pas en mesure de produire ces éléments pour les trois derniers exercices, il fournit à l’ARJEL l’ensemble des documents suivants pour les exercices clos, ainsi qu’une situation comptable intermédiaire, certifiée par l'expert comptable et/ou par le commissaire aux comptes le cas échéant. Cette situation comptable intermédiaire doit être comparable sur la forme comme sur le fond avec le dernier exercice clos :* | Réf. | Page |
| Bilans, comptes de résultat et leurs annexes des trois derniers exercices clos | Réf. | Page |
| Rapports généraux et spéciaux des commissaires aux comptes des trois exercices clos | Réf. | Page |
| Liasses fiscales des trois derniers exercices clos | Réf. | Page |
| Le cas échéant, autres rapports des commissaires aux comptes des trois derniers exercices clos | Réf. | Page |
| *Note concernant les deux éléments suivants : si le demandeur a moins d’un an d’existence au moment du dépôt de son dossier d’agrément, il fournit :* | Réf. | Page |
| Bilan d’ouverture certifié par un expert-comptable et/ou un commissaire aux comptes le cas échéant | Réf. | Page |
| Situation comptable intermédiaire incluant des annexes et certifiée par l'expert-comptable et/ou le commissaire aux comptes le cas échéant. | Réf. | Page |
| Comptes et annexes du dernier exercice clos de toute personne ou entité détenant le contrôle du demandeur, au sens de l’article L 233-16 du Code de commerce | Réf. | Page |
| Comptes consolidés et les annexes correspondantes pour le dernier exercice clos de tout périmètre de consolidation dans lequel le demandeur est intégré | Réf. | Page |
| Plan d’affairessynthétique des activités développées sur le site en « .fr » du demandeur, relatif à l'exercice comptable de l'année de la demande d’agrément et au moins à l'exercice comptable suivant. Ce plan d'affaires doit être détaillé pour les catégories de jeux ou de paris pour lesquelles l'entreprise demande l'agrément et par support de paris. Il doit être accompagné des principales hypothèses retenues. (Note : cet élément est distinct du plan d’affaires figurant dans le formulaire de tableaux financiers, son format est libre) | Réf. | Page |
| Tableaux de trésorerie des trois derniers exercices etplan de trésorerie relatif au moins à l’année de la demande d’agrément et à l'exercice comptable suivant. Ils doivent être accompagnés des principales hypothèses retenues. (Note : cet élément est distinct des tableaux de trésorerie figurant dans le formulaire de tableaux financiers, son format est libre) | Réf. | Page |
| Engagements hors bilan, y compris les cautions bancaires, à la date de la demande d’agrément certifiés par l’expert-comptable ou le commissaire aux comptes le cas échéant | Réf. | Page |
| Attestation fiscale et attestation sociale délivrées par les organismes compétents au 31 décembre de l’année précédant la demande d’agrément. | Réf. | Page |
| Un IBAN justifiant l’ouverture d’un compte dans un établissement de crédit d’un État membre de la Communauté européenne, ou un Etat partie à l'Accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale,dédié exclusivement aux opérations d'encaissement et de paiement liées aux jeux ou paris offerts à partir du site en « .fr » du demandeur | Réf. | Page |
| Descriptif de l’organisation permettant au demandeur d’assurer la déclaration et le paiement des versements de toute nature dus au titre de l’activité pour laquelle il sollicite l’agrément  | Réf. | Page |
| IBAN du représentant fiscal | Réf. | Page |
| Tout élément de nature à justifier de la capacité du demandeur à faire face à ses engagements financiers (contrat de prêt, lettre d’engagement, lettre de soutien, garanties bancaires, etc.) | Réf. | Page |
| Tout élément de nature à attester des moyens mis en œuvre aux fins de garantir la sécurité des avoirs des joueurs | Réf. | Page |
| **Informations relatives au site de jeu en ligne** |  |  |
| Certificats d’enregistrement des domaines en « .fr » utilisés pour l’activité du demandeur (ou, le cas échéant, tout document établissant la régularité de l’utilisation du domaine par le demandeur) | Réf. | Page |
| Le cas échéant, certificats d’enregistrement des domaines en « .fr » utilisés par le demandeur pour des activités connexes (ou, le cas échéant, tout document établissant la régularité de l’utilisation du domaine par le demandeur) | Réf. | Page |
| Tout document de nature à établir la titularité des marques utilisées par le demandeur dans le cadre de son activité | Réf. | Page |
| Copies non biffées des contrats de licence et d’affiliation (cf. 5.5 du cahier des charges) | Réf. | Page |
| Copies non biffées des contrats de sous-traitance conclus pour l’exploitation du site du demandeur (cf. 5.6 du cahier des charges) | Réf. | Page |
| Dossier de présentation du site : plan, arborescence, onglets, maquette | Réf. | Page |
| Le cas échéant, dossier de présentation de chaque support utilisé pour proposer l’offre de jeu. | Réf. | Page |
| **Informations relatives aux opérations de jeux ou de paris en ligne proposées** |  |  |
| Document présentant l’offre de jeux ou paris du demandeur, ses caractéristiques et modalités d’exploitation (cf. 6.1 du cahier des charges) | Réf. | Page |
| Règlements des jeux et paris proposés | Réf. | Page |
| Copies non biffées des contrats de fourniture ou de sous-traitance d’opérations de jeu ou de paris en ligne | Réf. | Page |
| Copies non biffées des contrats liant le demandeur à d’autres entreprises exerçant une activité de jeux et paris en ligne | Réf. | Page |
| Contrats types proposés aux joueurs, conditions générales de vente et de services | Réf. | Page |
| Copie des déclarations de traitements de données à caractère personnel effectuées auprès de la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés (ou, le cas échéant, auprès de l’autorité de contrôle compétente sur le territoire de l’Etat où est établi l’opérateur) | Réf. | Page |
| Copie des autorisations de traitements de données à caractère personnel délivrées par la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés (ou, le cas échéant, par l’autorité de contrôle compétente sur le territoire de l’Etat où est établi l’opérateur) | Réf. | Page |
| Copie des clauses, figurant dans les contrats conclus entre l’opérateur et les joueurs, relatives à la protection des données personnelles.  | Réf. | Page |
| **Informations relatives aux comptes joueurs** |  |  |
| Document synthétique décrivant les procédures mises en œuvre pour satisfaire aux obligations prévues par l’article 17 de la Loi | Réf. | Page |
| Document descriptif des modalités de paiement et d’encaissement des mises et des gains à partir du site du demandeur | Réf. | Page |
| Document décrivant les procédures mises en œuvre pour satisfaire aux obligations prévues par le décret n° 2010-518 du 19 mai 2010 relatif à la mise à disposition de l'offre de jeux et de paris par les opérateurs agréés de jeux ou de paris en ligne (comptes joueurs)  | Réf. | Page |
| **Prévention des conflits d’intérêt** |  |  |
| Le cas échéant, copies des contrats de partenariat conclus avec des personnes physiques ou morales organisant des courses hippiques, compétitions ou manifestations sportives ou y prenant part | Réf. | Page |
| Justificatifs de la nature du contrôle exercé sur ou par le demandeur (cf. 10.3 et 10.4 du cahier des charges) | Réf. | Page |
| Liste et schéma des participations détenues par le demandeur ou toute personne le contrôlant lui permettant de s’assurer le contrôle, directement ou indirectement, d’un organisateur ou d’une partie prenante à une compétition ou manifestation sportive (précisant les pourcentages de détention ainsi que tout pacte d’actionnaire ou tout contrat aménageant les relations entre actionnaires) | Réf. | Page |
| Copie des clauses du règlement intérieur et/ou des contrats de travail type (dirigeants, mandataires sociaux, employés) stipulant l’interdiction d’engager à titre personnel, directement ou par personne interposée, des mises sur les jeux ou paris qu’elle propose | Réf. | Page |
| Copie des clauses du règlement intérieur et/ou des contrats de travail type (dirigeants, mandataires sociaux, employés) stipulant l’obligation pour le cocontractant de déclarer un intérêt personnel ou lié à sa participation dans une personne morale, qu’il détient dans une course hippique, compétition ou manifestation sportive, sur laquelle le demandeur organise des jeux ou des paris | Réf. | Page |
| **Informations relatives à l’architecture du système d’information** |  |  |
| Copies numériques de la partie technique du dossier de demande d’agrément, hors codes sources (5 CD ou DVD) | Réf. | Page |
| Codes sources chiffrés (2 CD ou DVD) | Réf. | Page |
| Dossier « Informations relatives au Frontal » (correspondant au 11.2 du cahier des charges) | Réf. | Page |
| Engagements de l’opérateur liés à la période transitoire éventuelle | Réf. | Page |
| Pièces concernant la CSPN du coffre fort | Réf. | Page |
| Rapport d’analyse des vulnérabilités de la plateforme (correspondant au 11.3.2 du cahier des charges) | Réf. | Page |
| Logiciel de jeu : Rapport d’analyse détaillée des vulnérabilités de sécurité du code source (correspondant au 11.3.1 du CDC) | Réf. | Page |
| Logiciel de jeu : Rapport d’analyse spécifique du générateur de nombre aléatoire (correspondant au 11.3.1 du cahier des charges)  | Réf. | Page |
| Logiciel de jeu : Rapport d’analyse certifiant que les règles implémentées dans le logiciel de jeu sont bien conformes au jeu tel qu’il est présenté au joueur (correspondant au 11.3.1 du cahier des charges) | Réf. | Page |
| Eléments relatifs à la maturité SSI de l’opérateur (correspondant aux 11.4 et 11.5 du cahier des charges)  | Réf. | Page |

Fait à Ville, le Cliquez pour la date.

Signature du représentant légal :